

0108

N° 1

7 FEVRIER 1983

ROBOTS

Comité
de Coordination
du Syndicat
"Solidarność"
en France

DANS CE NUMERO:

Pour la victoire de demain - La MKO parle - Résistance sur les lieux
du travail - Voix de la grande aciérie Hutmen - Janusz Palubicki emprisonné

Après un an d'état de guerre

par JOZEF PINIOR

Président du Comité régional de grève (RKS)
du syndicat "Solidarnosc" de Basse-Silésie

ARCHIVES SPARTAKUS
RENÉ LEPRIEUR



Cela fait une année que l'état de guerre a été introduit dans notre pays. Les manœuvres de libéralisation, telle la suspension de l'état de guerre, ne sont qu'une formalité, un maquillage juridique ne pouvant changer le fait que la Pologne reste un Etat d'exception. Une fois de plus, les espoirs de la société quant à une amnistie, à une manifestation de bonne volonté de la junte militaire, ont été déçus.

Quelle leçon tirer des douze mois écoulés? Après Août 1980, en constituant notre syndicat, les conseils d'autogestion et d'autres organisations indépendantes, nous étions persuadés que le système était réformable. C'est là-dessus que se fondait le programme adopté lors du I Congrès National de "Solidarnosc". Nous pensions qu'il était possible de réformer le système dictatorial du parti, qu'il était possible de parvenir dans notre pays à une démocratisation. Nous savons aujourd'hui que c'était une idée naïve, mais nous ne savions pas alors quel prix nous devrions payer pour cette naïveté.

temporaire - électronique, informatique, communication - nous assistons à une stagnation. Les accords économiques signés sous l'état de guerre mèneront notre pays en deux-trois ans au statut de colonie, de réservoir de main d'œuvre à bon marché et d'usines qu'on peut exploiter pour rien. Les échanges économiques avec l'Ouest, qui nous permettaient d'acheter des technologies modernes, qui nous introduisaient sur le marché mondial et qui réactivaient notre économie ont été interrompus. Nombre d'ouvriers et d'ingénieurs, souvent parmi les meilleurs, ont été licenciés de leur travail ou forcés à l'émigration. Dans une telle situation, il n'est pas sérieux de parler de réforme économique. Les douze derniers mois ont montré que sans syndicats forts et sans une autogestion authentique, le développement économique du pays n'est pas possible.

Notre niveau de vie a fortement diminué durant l'année passée. Le coût de la vie a été multiplié par 2,5 par rapport à l'année précédente, ce qui signifie qu'en janvier nous revenues moyens nous permettront d'acheter 40% de marchandises en moins qu'il y a un an. L'inflation - la masse de monnaie qui n'a pas son équivalent en marchandises - s'accroît. D'ici la fin de l'année elle atteindra un niveau aussi élevé qu'avant les hausses des prix. Les queues vont à nouveau s'allonger. L'augmentation compensatoire des salaires, exigée par "Solidarnosc" n'a pas été introduite, le contrôle des prix des biens de première nécessité reste illusoire, de nouvelles formes de vente et de rationnement pour privilégiés se développent - sous la forme de bons, de cou

DES TRAVAILLEURS DE PLUS EN PLUS PAUVRES

L'état de guerre a fait régresser la Pologne de nombreuses années en arrière, du point de vue de son développement économique. L'acquis social, fruit du travail de plusieurs générations, a cessé de croître. La production industrielle durant les trois premiers trimestres de cette année a été inférieure d'au moins 35% par rapport à la période analogue de l'année précédente. Dans les domaines qui décident du niveau de la productivité dans le monde con-

80P.8849

pons, de vente en devises. Des sommes énormes sont dépensées pour augmenter les revenus des groupes que le pouvoir veut corrompre pour des raisons politiques. Ainsi, des groupes de plus en plus larges de travailleurs sont acculés à la pauvreté, qui s'accroît.

NOUS NE SORTIRONS PAS DE LA CLANDESTINITE

Au nom du Comité régional de grève je déclare que nous ne sortirons pas de la clandestinité tant que les conditions nécessaires à l'introduction d'une réforme économique n'existeront pas en Pologne, tant que toute activité légale signifiera l'obligation de trahir les intérêts des ouvriers, de se prononcer pour les privilèges des uns et pour la pauvreté des autres.

Nous avons derrière nous douze mois de travail, de camps d'internement, de justice expéditive. Les mineurs de la mine Wujek, les travailleurs de Lubin, de Wrocław, de Gdansk, de Cracovie et de Varsovie ont payé de leur vie leur lutte pour "Solidarnosc". Pour nous qui sommes dans la clandestinité, ce sacrifice représente une obligation morale, il nous oblige à poursuivre le combat pour une République autogérée.

L'état de guerre se traduit par des licenciements massifs, par la dissolution de départements entiers d'entreprises. Par des condamnations pour les militants syndicaux, par les procès en cours - dans notre seule région plus de 70 syndicalistes attendent leur procès en prison. Le président de la direction régionale, Wladyslaw Fraszyniuk a été condamné à 6 ans de prison, le procès de son remplaçant, Piotr Rednarz, est en cours*. Au lieu de l'amnistie attendue, on nous propose des actes de grâce individuels. Dans l'esprit des inventeurs de ce projet, la grâce représente une nouvelle forme de chantage, un nouveau moyen de pression sur la société. Je déclare, que je ne laisserai pas tomber nos camarades condamnés et arrêtés et que je continuerai à diriger la lutte clandestine du syndicat tant que nous n'arracherons pas une amnistie générale et inconditionnelle.

LA LUTTE POUR LES IDEAUX D'AOUT CONTINUE

Est-ce que les douze derniers mois ont été uniquement des mois de défaites, marqués par le manque d'espoir? Je pense que le but principal de la Junte militaire - une normalisation à la hongroise ou à la tchèque - n'a pu être réalisé. La société ne s'est pas laissé imposer un ordre social totalitaire. Peut-être ne sommes-nous pas encore clairement conscients de ce fait, mais il s'agit là d'un élément de la situation tout à fait nouveau dans les pays du "socialisme réel". Dans la Pologne de

l'état de guerre, une société d'un type nouveau est en train de s'organiser. Une société qui, malgré la terreur psychique et la police secrète possède sa presse indépendante, ses radios indépendantes et même diverses structures clandestines. Cette société d'un type nouveau, bien que clandestine, est démocratique. L'organisation d'une société indépendante, ouverte, c'est cela notre immense succès, je n'hésite pas à dire, notre succès historique.

Nous savons maintenant que notre lutte pour les idéaux de "Solidarnosc" est une lutte qui se comptera en années. Mais durant les douze mois de l'état de guerre nous avons été capables de construire des bases solides pour la poursuite de nos activités. Actuellement, la tâche la plus importante est d'améliorer les structures syndicales et autogestionnaires clandestines et de lier cette activité clandestine à des actions légales, si de telles actions s'avèrent possibles. Nous devons également préparer la société à l'organisation d'un boycott massif des élections à la Diète et aux conseils populaires, si ces élections devaient avoir lieu selon la même loi électorale qu'auparavant**.

Il est nécessaire d'agir de manière décidée. Nous savons que le temps ne travaille pas pour nous, avant tout à cause de la situation économique, mais en même temps nous avons conscience que la lutte pour la démocratie et pour l'autogestion, c'est la lutte pour la révision de Yalta - dans cette lutte il est facile de faire une erreur entraînant une tragédie nationale.

Le Comité régional de grève présentera début janvier un projet de programme en vue d'une discussion dans les entreprises de Basse-Silésie. C'est à partir de cette discussion que la tactique d'action du syndicat clandestin sera déterminée. Nous avons devant nous la poursuite de la lutte pour les idéaux d'Août 1980, pour la République autogérée, pour l'indépendance et la démocratie.

Wrocław, le 13 décembre 1982.

"Z Dnia na Dzien" n° 110/259,
du 16-23 décembre 1982

* P. Bednarz a été condamné à 4 ans de prison - ndlr.

** La loi électorale polonaise n'autorise que la présentation d'une liste unique, comportant quelques noms de plus que le nombre de sièges. Si e bulletin de vote ne comporte pas de ratures, le bulletin est considéré comme un vote en faveur de ceux qui sont les premiers sur la liste, jusqu'à concurrence du nombre de sièges à pourvoir - ndlr

prononcés pour la précision des conditions permettant un accord social. Comme nous l'avons prévu, sachant très bien ce qu'était la situation dans les régions et dans les entreprises, la grève appelée par la TKK n'a pas été une réussite pour les raisons déjà exposées le 27 octobre dernier.

Nous réaffirmons donc que les camarades de la TKK ont appelé à cette action sans connaissance de la situation réelle, probablement vu leur isolement et le fait qu'ils ont totalement perdu contact avec les entreprises. Mais ils ont également fait preuve d'un manque d'imagination politique.

Par son attitude le 10 novembre, la société a manifesté son appui à une orientation prudente sur le plan d'action. En conséquence, nous attendons de la TKK qu'elle suive la volonté et l'attitude raisonnable des syndicalistes et qu'elle accepte d'unir son action à la nôtre.

Dans le cas contraire, nous serons obligés de considérer que les camarades de la TKK ont perdu la capacité de continuer à di-

B.D.I.C.
riger le travail du syndicat. Il sera alors de notre devoir de créer une direction unique et de nous transformer en un centre de direction national au travers de la subordination de tous les groupes à la Commission interrégionale et aux Commissions régionales de défense du syndicat "Solidarnosc".

Il sera peut-être extrêmement difficile, durant un longue période, de surmonter les conséquences négatives de l'échec de la grève du 10 novembre. Et dans le cas d'éventuelles négociations, notre syndicat se trouvera sans aucun doute en position bien plus faible qu'avant le 10 novembre.

Convaincus que l'exigence du rétablissement du droit à une véritable activité syndicale est juste et qu'elle a le soutien des masses travailleuses, nous appelons à appuyer les méthodes de lutte préconisées par la MKO pour défendre notre syndicat.

Le 12 novembre 1982.

Groupe de travail de la MKO

"Bez Dyktatu" n° 1 du 15 novembre 1982

DU PROJET DE THESES POUR UN PROGRAMME D'ACTION

Thèse: La grève doit répondre à des buts clairement définis et demande une préparation organisationnelle et psychologique.

Les éléments les plus importants de la stratégie sont la connaissance de la finalité d'action ainsi que la conviction de pouvoir la réaliser. Ne pas savoir pourquoi on lutte ne peut aboutir qu'à une rébellion chaotique qui perd rapidement toute efficacité. Ne pas avoir foi dans le succès ne peut attirer que des perdants. Ni le fait de connaître le but, ni celui d'avoir foi en la victoire n'ont jamais constitué et ne constituent pas une garantie de succès car seul le fait de prendre part à la lutte exige des gens un certain degré de détermination, de courage et de préparation à prendre des risques. Une telle attitude se forge progressivement au travers d'actions réussies, de l'exemple des dirigeants et du sentiment d'unité. C'est la capacité de prévoir tous ces éléments et de les soumettre à une analyse objective qui permettra de prévoir d'avance l'extension et les effets de la lutte en préparation.

Les autres éléments qui décident d'une lutte efficace, c'est le choix adéquat de la date et du lieu, de même que de la tactique d'action tenant compte de la force, de la fermeté et du degré de détermination

Comme nous l'exprimons dans la déclaration concernant la grève générale et les actions de protestations prévues ultérieurement, nous estimons que le moment n'est pas venu de passer à des formes d'action directe et massive et nous pensons en particulier que:

- les buts de la lutte sont à déterminer selon leur degré d'importance; il y a des causes auxquelles nous sommes fermement attachés; ainsi par exemple le retour de notre syndicat à une activité légale, mais il y a des problèmes que nous pouvons remettre à plus tard ou même soumettre à négociations;

- en exigeant tout en même temps, nous augmentons - du moins aujourd'hui - le degré de détermination de l'adversaire et par là même nous diminuons nos chances de succès;

- pour utiliser l'arme de la grève, il faut choisir des revendications remplissant deux conditions: il faut qu'elles soient considérées comme importantes par la majorité des travailleurs et en même temps il ne faut pas qu'elles portent atteinte au sentiment de stabilité du pouvoir;

- il ne faut déclarer la grève que dans certaines entreprises choisies parce qu'elles remplissent les conditions suivantes: un personnel nombreux et une importance économique déterminante afin d'éviter une éven-

tuelle dissolution de l'entreprise et le licenciement du personnel, un haut degré d'organisation et de conscience garantissant au moins 70% de participation à la grève;

- dans la première phase de l'action, la grève serait déclarée pour 4 heures dans quelques entreprises simultanément, le jour d'après - dans quelques autres entreprises, et ainsi de suite jusqu'à épuisement de la liste des entreprises choisies pour la grève; les premières entreprises doivent garantir un degré absolu de participation - leur exemple agira sur les autres; le but général de cette phase, que nous désignons comme "grève tournante", serait de convaincre le pouvoir et de nous convaincre nous-mêmes de la possibilité d'une action planifiée et réussie;

- si la première phase de la grève n'entraîne pas la satisfaction des revendications, dans la deuxième phase, toutes les

entreprises ayant participé à la première phase entreprendront une grève de 8 heures;

- seule une action préparée et menée ainsi peut créer les conditions pour la grève générale.

Une lutte ainsi programmée exige une préparation organisationnelle et psychologique. C'est pourquoi dans la déclaration mentionnée, nous avons indiqué la fin mars comme échéance la plus rapprochée possible pour son lancement.

Fidèle aux fondements de sa déclaration du 18 septembre, la MKO du syndicat "Solidarnosc" est opposé au lancement de luttes sous forme de manifestations de rues. Ce type de lutte échappe à tout contrôle organisationnel et ne peut mener qu'à des tragédies.

"Bez Dyktatu" n° 1 du 15 novembre 1982

Le syndicat clandestin sur le lieu du travail

Le travailleur est soumis au bon vouloir de ses chefs sans aucun soutien de l'organisation syndicale. Avant Août 1980 les syndicats adhérents au Conseil syndical central (CRZZ) n'avaient qu'une fonction de façade. Après Août, "Solidarnosc", occupé par les questions d'intérêt général n'a pas eu le temps de trouver les formes appropriées d'auto-organisation des travailleurs au niveau de l'atelier. Aujourd'hui, la résistance absorbe toutes les forces. C'est pourquoi je pense que la tâche essentielle aujourd'hui est de reconstruire et de développer le réseau d'organisation syndicale de "Solidarnosc", dans le sens de la défense du travailleur dans ses conflits quotidiens avec l'employeur à propos des conditions de travail et de salaire. Les organisations syndicales devraient prendre en charge les questions professionnelles quotidiennes de leurs membres, avoir des contacts avec des experts de confiance en droit du travail, en conditions de sécurité, en économie et en organisation du travail. Elles devraient défendre solidaire-

ment les droits des travailleurs, d'abord par les moyens légaux et si cela ne suffit pas, par des grèves d'avertissement. Chaque membre du syndicat devrait avoir la certitude que ses camarades prendront sa défense - c'est à cela par exemple que servent les caisses de résistance. Seules des organisations syndicales dont les membres sentiront quotidiennement la solidarité de leurs camarades peuvent être un vrai contrepoids aux syndicats du WRON. Il s'agit là du maillon le plus important dans la construction de la société autogérée dans la clandestinité. Que cette tâche soit réalisable, l'exemple des ouvriers espagnols luttant durant de longues années contre la dictature du général Franco grâce à leur auto-organisation au sein des "Commissions ouvrières" qui ont donné le pion aux syndicats officiels dirigés par la Phalange fasciste, en est la meilleure preuve.

A. Z.

"Tygodnik Wojenny" n° 42 du 2 décembre 1982

"Solidarność" dans les entreprises

Voix d'une aciérie de Basse-Silésie

* Les travailleurs de nombreuses entreprises, en particulier ceux des grandes usines, publient leurs propres bulletins clandestins. Malheureusement, peu d'entre eux parviennent à l'étranger et c'est pourquoi nous n'avons pas souvent l'occasion d'entendre directement la voix de la base syndicale de "Solidarnosc". Nous

Pour la victoire de demain

B.D.I.C

"Nous sommes devant une grande épreuve"... C'est ce que nous écrivions il y a un an, dans l'article de la rédaction publié dans le premier numéro de "Biuletyn Wielkopolski". L'espoir, l'intelligence et l'unité étaient alors les éléments qui nous étaient les plus indispensables. L'espoir se fondait sur la force des dix millions de militants de "Solidarnosc" et nous l'accompagné dès les premiers jours de la guerre. Nous pensions que nous serions capables de nous remobiliser, qu'après une période de choc consécutif au coup brutal que nous avions subi, nous parviendrions à retrouver l'efficacité des organisations syndicales d'usines, grâce à quoi il serait possible d'entreprendre la grève générale, qui reste la seule arme du syndicat. Nous avions la quasi-certitude qu'il n'y avait pas d'autre voie pour conquérir les droits du peuple. Nous savions que la seule solution était de nous imposer, ce qui ne signifie pas que les directions clandestines de "Solidarnosc" n'aient pas tenté de chercher une issue négociée au conflit. Pour rien. Pas avec eux. Pas dans ce système tordu. Placés dans une situation de dépendance face au pouvoir qui ne sert pas la société, mais qui en dispose, nous nous sommes avérés impréparés dans l'ensemble (à une échelle de masse) pour mener à son terme la révolution ouvrière de 1980. Nous les avons laissé nous apeurer. Nous avons douté. Avec le temps, l'activité des masses a diminué. Aujourd'hui le pouvoir a pris l'avantage, aujourd'hui le peuple fatigué n'est pas prêt à se lancer dans une grande offensive. La logique des actions collectives nous explique que face à l'alternative les gens choisissent souvent en fonction du critère de leurs intérêts propres (souvent il s'agit d'intérêts compris de façon égoïste). Mais la terreur n'est pas capable de stabiliser la situation à

terme. Que reste-t-il donc à la société? Que doit faire la société, qui - il est vrai - n'est pas capable d'un soulèvement armé à l'heure actuelle, mais qui possède un atout considérable - l'unité dans le refus? Qui de plus prend conscience de la nécessité de résoudre l'accumulation des contradictions sociales. Cependant la société a besoin de reprendre son souffle, elle a besoin de forces nouvelles. Des forces, dont l'accumulation peut prendre des mois, voire des années. Cela sera aussi fonction de la situation économique, des conditions de vie. Nous sommes à un moment, où le point culminant, c'est-à-dire la vague révolutionnaire, est passé alors que le pas n'a pas été franchi, que la classe révolutionnaire ne s'est pas montrée assez forte ni assez expérimentée pour briser l'ancien gouvernement, qui ne "tombera" jamais tout seul, même en période de crise, si on ne le "pousse" pas (Lénine, Oeuvres tome 21, p. 217 - éd. polon.). Ainsi donc le développement des événements durant les deux dernières années nous situe aujourd'hui à la case départ. Nous allons devoir travailler pour la victoire de demain. Nous disposons d'un nombre bien plus grand de militants oppositionnels, nous sommes une société dont le niveau de conscience s'est élevé. Nous avons besoin de persévérance jusqu'au bout. Nous avons besoin - toi et moi - de fidélité et de force pour ne pas partir, pour ne pas trahir, indépendamment des difficultés, indépendamment du nombre de ceux essayant de nous acheter qu'il faudra repousser, indépendamment des sacrifices, que nous devons faire. "Nous sommes devant une grande épreuve"... C'est nous qui continuons à faire l'histoire.

"Biuletyn Wielkopolski" n° 26,
du 16 janvier 1983

Programmes et stratégies

La MKO - "Créer les conditions pour la grève générale"

La Commission interrégionale de défense (MKO) du syndicat "Solidarnosc" a été constituée le 4 septembre 1982 par un groupe de dirigeants nationaux et régionaux et de représentants de l'ancien Réseau d'organisations syndicales de "Solidarnosc" des grandes entreprises (à cette époque-là de 7 régions). En novembre, le réseau de coordination des activités de la MKO reposait déjà sur les grandes usines de 16 régions.

UNE ERREUR DE LA DIRECTION CLANDESTINE

Au lendemain du vote de la Diète de la nouvelle loi annulant l'enregistrement des

syndicats, la Commission provisoire de coordination (TKK) du syndicat "Solidarnosc" a appelé dans une déclaration à une grève générale de 4 heures, étendue ensuite à 8

heures, pour le 10 novembre - deuxième anniversaire d'enregistrement de "Solidarnosc". Elle a appelé en même temps à des manifestations de rues les jours suivants le 10 novembre et pendant la période du 13 au 17 décembre.

Dans notre déclaration du 14 octobre nous avons dénoncé l'illégalité de l'acte de délégalisation du syndicat "Solidarnosc" et nous avons annoncé la continuation des activités de notre syndicat dans les structures clandestines. En revanche, nous n'avons pris position concernant les formes de la protestation, estimant que, dans un cas aussi important, chaque décision exigeait une connaissance précise de la situation dans les différentes régions et une analyse des chances de succès d'une éventuelle action de protestation.

Nous avons constaté qu'aujourd'hui, les formes de protestations planifiées par la TKK ne s'adressent plus à personne. Le pouvoir, en mettant "Solidarnosc" - partenaire potentiel du dialogue - hors la loi a fermé la porte à toute négociation.

Le 10 novembre sera le premier test d'efficacité de telles formes d'action après la mise hors la loi de notre syndicat. La MKO constate que la grève annoncée n'est pas préparée parmi des travailleurs ni sur le plan organisationnel, ni sur le plan psychologique et elle ne pourra toucher que quelques entreprises dans un petit nombre de régions. Pour le régime ce sera un nouvel argument de la baisse d'influence de "Solidarnosc" parmi les travailleurs. La réalité est tout à fait différente: il existe un profond rejet de la politique du pouvoir de l'état de guerre, surtout en ce qui concerne la mise hors la loi de notre syndicat. La preuve en est le boycott des syndicats pro-gouvernementaux. Toutefois, les travailleurs n'attendent pas de nous que nous les appellions à se mobiliser d'une occasion à l'autre, d'une date à l'autre. Ils exigent de l'élaboration d'une stratégie d'action définie à long terme, compréhensible, réaliste politiquement et adaptée à la situation que nous connaissons.

Le but de la MKO ce n'est pas torpiller les actions proclamées par la TKK. Nous ne voulons pas affaiblir l'unité du syndicat. Mais n'oublions pas que l'effort des tous doit être concentré sur l'organisation d'une grève générale qui sera décisive au moment choisi par le syndicat.

Nous comprenons que les militants du syndicat attribuent une grande importance à la date du 10 novembre. Nous nous rendons compte que la tension provoquée par la mise hors la loi de "Solidarnosc" a besoin de s'extérioriser.

Après l'appel de la TKK concernant les actions de 10 novembre 1982, il est nécessaire d'analyser l'opportunité de continuer les grèves commémoratives. Nous avons des raisons de penser que, comme ce fut le cas jusqu'ici, ce type d'actions entraînera à nouveau des pertes importantes. A la suite des arrestations, des internements et d'autres méthodes de répression, les rangs de nos militants vont s'amenuiser. Chaque grève annoncée qui n'est pas suivie ou qui est étouffée, chaque manifestation répétée peut créer un sentiment croissant de défaite du syndicat et affermir le pouvoir dans sa conviction d'impunité.

Ces pertes, de même que tous les jours d'organisation du travail des structures clandestines qui ne sont pas consacrés à la préparation d'une offensive décisive sont un prix que nous ne pouvons nous permettre de payer.

Nous n'avons pas le droit de nous laisser subjurer par des actions entreprises par des milliers de personnes. Notre devoir est de préparer une action efficace ras semblant les millions d'adhérents du syndicat. L'engagement dans telles formes de protestation demande une préparation minutieuse tant sur le plan organisationnel que psychologique, ce qui, selon nous, serait impossible avant la fin du mois de mars 1983.

Nous présentons des propositions tactiques plus précises dans les thèses sur le programme d'action. En même temps, nous nous adressons aux membres de la TKK pour qu'ils examinent la possibilité de mener une action commune au moment opportun.

Le 27 octobre 1982.

Commission interrégionale de défense
du syndicat "Solidarnosc"

"Bez Dyktatu" n° 1 du 15 novembre 1982

• • • •
DECLARATION

A PROPOS DE LA GREVE DU 10 NOVEMBRE

Dès notre première déclaration, le 4 septembre 1982, date de la constitution de la Commission interrégionale de défense du syndicat "Solidarnosc" (MKO), nous avons appelé à réévaluer en profondeur les méthodes d'action du syndicat et nous nous sommes

Avec SOLIDARNOSC

© MUSEES de Grasse, Alpes-Maritimes

publions ci-dessous des fragments de deux articles du bulletin "Hutnik" (daté du 1 novembre 1982), édité par la cellule de l'Entente Solidarité Combattante dans l'aciérie Hutmen de Wrocław.

B.D.I.C

"SOLIDARNOSC" VITI
LA DIÈTE EST UNE MARIONNETTE
DANS LES MAINS DE LA JUNTE!

C'est par ces slogans peints sur les murs de notre entreprise que les travailleurs ont salué la loi syndicale. Tous les syndicats ont été dissous, bien que la seule préoccupation de la Junte fût de dissoudre "Solidarnosc". Ces slogans expriment la vérité que la classe ouvrière proclame, risquant par là-même le licenciement, les interdictions de travail et les condamnations des tribunaux. Pour donner un semblant de légalité à un nouvel acte arbitraire, la Junte s'est servie de la Diète-marionnette. N'oublions pas que cette Diète, dans sa composition actuelle, a entériné le décret introduisant l'état de guerre, c'est-à-dire qu'elle a accepté l'entrée des chars dans les usines, qu'elle a accepté la destruction de nos outils de travail et de fruits de notre travail - la destruction des halles de production à Pafawag et à Archimedes, ce qui est une insulte à la classe ouvrière, qu'elle a accepté qu'on frappe, qu'on emprisonne, qu'on gazo et maltraite, et même qu'on tire sur ses électeurs de la mine Wujek, de Lubin, de Wrocław et de Nowa Huta. Cette Diète a pris part à tous les actes illégaux à l'encontre de ses électeurs.

Par cette loi la Diète a définitivement rompu la dernière chance d'entente entre le pouvoir et la société. Il n'y aura plus d'entente et les "conseils patriotiques" (ni les comités de citoyens) pour le salut national" n'y pourront rien. Il n'y a pas et il ne peut y avoir d'entente entre la victime et son bourreau. Il n'y aura que la dictature et l'occupation de son propre pays. Nous ressentons cette force de la Junte et cette occupation comme la "volonté" de la Diète et nous allons travailler comme sous l'occupant - sans cœur et sans engagement. C'est ce que vous avez voulu.

Que dire d'un tel Parlement? Nous avons trouvé la réponse sur les murs de notre usine. "Solidarnosc" en tant qu'organisation syndicale et en tant que mouvement social n'a besoin ni d'un tel Parlement ni d'un tel pouvoir pour exister. "Solidarnosc" est en nous - dans la classe ouvrière et dans la société. Nous avons travaillé et lutté pour nos droits de façon autonome et

nous avons construit notre organisation de 10 millions de membres de manière solidaire, nous supportons, solidaires, les insultes et les coups de matraque des ZOMCs, nous prenons part, dans la solidarité, aux enterrements des victimes de la terreur, nous entreprenons de façon solidaire la lutte dans des conditions de clandestinité pour construire un Etat clandestin, nous rejetons solidairement de nos rangs les traîtres et les mouchards. Nous répétons encore une fois: nous n'avons pas besoin de vous pour exister, c'est vous qui avez besoin de nous pour exister, tout comme un parasite a besoin d'un corps pour se nourrir.

Vous mangez du pain - fruit du travail de notre frère paysan, vous vous habillez dans des uniformes que nous avons produits, vous ordonnez de tirer sur nous avec les armes que nous avons fabriquées, vous roulez dans des tanks construits à la sueur de notre front, c'est grâce à nos efforts que vous achetez les matraques et les gaz que vous retournez contre nous. Tout ce que vous possédez existe grâce au travail de nos mains et de nos têtes. Et comment nous payez-vous? Par la terreur. C'est la période des plus grandes "erreurs et déformations".

Mais le jour de jugement viendra et c'est alors nous qui serons les juges*.

* Il s'agit des paroles empruntées au chant du mouvement ouvrier polonais qui est une adaptation du chant français "Le drapeau rouge" ("Les révoltés du Moyen-Age l'ont arboré sur maint beffroi...") - ndr.

AUTODEFENSE ACTIVE

Les militants de base de "Solidarnosc", sans cesser d'être des syndicalistes, considèrent que face à la terreur utilisée par le pouvoir les méthodes de résistance passive sont insuffisantes et qu'il faut utiliser l'autodéfense active. Les actes illégaux, l'acharnement et le sadisme des organes de répression et de leurs collaborateurs ne peuvent rester impunis. En nous organisant en de petits groupes opérationnels et en regroupant nos forces uniquement dans des actions plus importantes,

nous pouvons entraver avec succès l'activité répressive des autorités en coupant le pouvoir de sa base, c'est-à-dire du réseau des mouchards et des indics issus des pires milieux criminels. Prenons pour principe que chaque groupe opérationnel reconnaît son propre terrain et s'engage dans l'action sans liens autres qu'élémentaires avec les groupes d'autres lieux ou même d'autres entreprises, de façon à ne pas être découverts. Protégeons et rendons plus sûres les actions de protestation du syndicat. Dispersions l'attention des organes répressifs et des gardiens du désordre public.

Le Comité de Coordination du Syndicat "Solidarnosc" en France s'adresse à vous: Durant vos séjours en Pologne essayez d'obtenir non seulement les bulletins régionaux les plus connus, mais également les bulletins des commissions clandestines d'entreprises et des comités ouvriers (ou des commissions de coordination) interentreprises. Ils permettront de mieux faire connaître les points de vue, les aspirations et les formes d'action des travailleurs sur leurs lieux du travail.

L'ETAT DE GUERRE CONTINUE

DE NOUVEAU UN DIRIGEANT DE LA RESISTANCE EMPRISONNE

Le 28 décembre 1982 "Solidarnosc" clandestine a subi un nouveau coup: le service de sécurité (SB) a arrêté JANUSZ PALUBICKI, président de la Direction régionale provisoire (TZR) de la Grande Pologne (région de Poznan) et membre de la TKK. Palubicki, âgé de 34 ans, employé de la bibliothèque de l'Université Adam Mickiewicz, était l'un des fondateurs et l'un des principaux dirigeants de "Solidarnosc" dans cette région. Il a été élu délégué au le Congrès national du syndicat. Après l'instauration de l'état de guerre, il a été interné durant quelques mois, puis libéré à cause de son mauvais état de santé. Fin juillet 1982 il est devenu clandestin.

Peu avant son arrestation, Palubicki a donné une interview à un bulletin clandestin de Poznan. Parlant des raisons de l'échec de "Solidarnosc" le 13 décembre 1981, il disait: "L'erreur principale avait été de croire naïvement qu'il était possible de constituer une enclave démocratique dans un contexte totalitaire. Mais c'était une erreur de la majorité démocratique."

Son point de vue sur la question de l'"entente nationale" était le suivant: "Je ne crois pas en une entente avec le pouvoir, je suis peut-être moins tolérant que l'Eglise sur les questions politiques. Peut-être que je parle au nom de gens qui ont moins à perdre, mais je ne crois pas à la possibilité de convertir des canailles, ni à l'autolimitation des malfaiteurs qui se sont organisés pour une activité infâme au nom de buts grandioses. Je suis persuadé qu'ils ne plieront que face à la menace de se voir écrasés... Parler de limites du compromis du point de vue de "Solidarnosc", ce sont là paroles vides de sens. Il est absurde d'appeler un brigand à l'entente."

Le seul armistice possible ne pourra être fondé que sur un réel rapport des forces."

Pour lui, le rôle de "Solidarnosc" dans la clandestinité devait être le suivant: "Notre très grande force en ce moment réside dans la possibilité de donner un cadre organisé à une explosion sociale spontanée (due par exemple au manque de vivres ou au coût de la vie) afin d'empêcher que les uns se laissent peu à peu réduire à merci et que les autres ne se laissent acheter." (Toutes les citations sont tirées de "O obserwator Wielkopolski" n° 56, du 2 décembre 1982).

La résistance a perdu un dirigeant de valeur de plus en Janusz Palubicki. Le Comité de Coordination du Syndicat "Solidarnosc" en France s'adresse à vous: Exigez sa libération. Exigez qu'on lui assure en prison les soins médicaux que son état de santé exige. Garantissez une aide matérielle à sa femme et à ses deux enfants. Avec Palubicki 15 autres militants ont été arrêtés, parmi eux deux délégués au Congrès national de "Solidarnosc", Andrzej Porawski et Lech Rozanski. Nous avons la liste des arrêtés. Nous nous adressons à ceux qui se rendent à Poznan pour qu'ils cherchent à connaître les adresses de leurs familles, pour permettre leur parrainage.

LE PARRAINAGE DES MILITANTS DE LA RESISTANCE ARRETES A POZNAN, LE JUMELAGE AVEC LA REGION DONT ILS DIRIGEAIENT L'ACTIVITE SYNDICALE - c'est ce qu'attendent les militants de "Solidarnosc" des organisations syndicales et des comités de solidarité avec "Solidarnosc"!

"ROBOTNIK '83" (Ouvrier '83). Bulletin du Comité de Coordination du Syndicat "Solidarnosc" en France.

120, rue de Crimée 75019 Paris
tel. 208.36.12